

STATE OF THE  
**NORTH**



L'ÉTAT DU  
**NORD**

Commentaire No.36 | Novembre 2019

Rapport : l'État du Nord 2017 - Timmins, ON

**Vous, moi et nos 780 000 voisins :  
Comment le Nord ontarien peut  
continuer de travailler pour un avenir  
prospère et durable?**

**NORTHERN**  
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES  
**DU NORD**

# Qui nous sommes

**Certains des acteurs clés dans ce modèle et leurs rôles se trouvent ci-dessous :**

**Conseil d'administration :** Le conseil d'administration détermine l'orientation stratégique de l'Institut des politiques du Nord. Les administrateurs font partie de comités qui s'occupent de finance, de collecte de fonds et de gouvernance; collectivement, le conseil demande au chef de la direction de rendre des comptes au regard des objectifs de nos objectifs du plan stratégique. La responsabilité principale du conseil est de protéger et de promouvoir les intérêts, la réputation et l'envergure de l'Institut des politiques du Nord.

**Président et Chef de la direction :** recommande des orientations stratégiques, élabore des plans et processus, assure et répartit les ressources aux fins déterminées.

**Conseil consultatif :** groupe de personnes engagées et qui s'intéressent à aider l'institut des politiques du Nord mais non à le diriger. Chefs de files dans leurs domaines, ils guident l'orientation stratégique et y apportent une contribution; ils font de même en communication ainsi que pour les chercheurs ou personnes-ressources de la collectivité élargie. Ils sont pour de l'institut des politiques du Nord une « source de plus mûre réflexion » sur l'orientation et les tactiques organisationnelles globales.

**Conseil consultatif pour la recherche :** groupe de chercheurs universitaires qui guide et apporte une contribution en matière d'orientations potentielles de la recherche, de rédacteurs possibles, d'ébauches d'études et de commentaires. C'est le « lien officiel » avec le monde universitaire.

**Évaluateurs-homologues :** personnes qui veillent à ce que les articles spécifiques soient factuels, pertinents et publiables.

**Rédacteurs et associés :** personnes qui offrent, au besoin, une expertise indépendante dans des domaines spécifiques de la politique.

**Outils d'engagement permanent (grand public, intervenants du gouvernement, intervenants de la collectivité):** Veiller à ce que l'Institut des politiques du Nord reste à l'écoute de la communauté.

## Président & DG

Charles Cirtwill

## Conseil d'administration

Pierre Bélanger (Président)	Dwayne Nashkawa (Secrétaire)
Brian Tucker, Ph. D (Trésorier)	Emilio Rigato
Suzanne Bélanger-Fontaine	Alan Spacek
Dave Canfield	Asima Vezina (Vice-présidente du Nord-Est)
Kevin Eshkawkogan	Charles Cirtwill (Président & DG)
Florence MacLean (Vice-présidente du Nord-Ouest)	
Corina Moore	

## Conseil consultatif

Michael Atkins	Cheryl Kennelly
Kim Jo Bliss	Winter Dawn Lipscombe
Jean Pierre Chabot	Dr. George C. Macey
Dr. Michael DeGagné	Ogimaa Duke Peltier
Don Drummond	Danielle Perras
Audrey Gilbeau	Bill Spinney
Peter Goring	David Thompson

## Conseil consultatif pour la recherche

Dr. Hugo Asselin	Leata Ann Rigg
Dr. Gayle Broad	Dr. David Robinson
George Burton	S. Brenda Small
Dr. Heather Hall	J.D. Snyder
Dr. Livio Di Matteo	Dr. Lindsay Tedds
Dr. Barry Prentice	

Ce rapport a été possible grâce à l'appui de nos partenaires : l'Université Lakehead, l'Université Laurentienne et la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario. L'Institut des politiques du Nord exprime sa grande appréciation pour leur généreux soutien, mais insiste sur ce qui suit : Les points de vue de ces commentaires sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Institut, de son conseil d'administration ou de ceux qui le soutiennent. Des citations de ce texte, avec indication adéquate de la source, sont autorisées.

Les calculs de l'auteur sont basés sur les données disponibles au temps de publication et sont sujets aux changements.

© 2019 Northern Policy Institute  
Published by Northern Policy Institute  
874 Tungsten St.  
Thunder Bay, Ontario P7B 6T6  
ISBN: 978-1-989343-48-7  
Traduit par: Gilles Dignard

# Note de rédaction

Depuis la conférence de 2017, plusieurs développements clés ont été réalisés dans les différents domaines abordés dans ce rapport.

En ce qui concerne le dossier d'immigration, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) a présenté le Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord (PPICRN), qui est un projet dirigé par la communauté, qui vise à encourager l'immigration des certaines communautés sélectionnées (Canada 2019). Cinq communautés dans le nord de l'Ontario ont été choisies: Thunder Bay, Sudbury, North Bay, Timmins et Sault Ste. Marie. En plus du PPICRN, Sudbury a été choisi pour faire partie de L'initiative des communautés francophones accueillantes, qui vise à ce que les nouveaux arrivants francophones soient bien accueillis dans une communauté donnée (Canada 2019b). Troisièmement, la province de l'Ontario présente le pilote en immigration régional de l'Ontario, visant à encourager l'immigration aux communautés plus petites et / ou rurales (Ontario 2019). De même, des modifications ont été apportées au volet Entrepreneur du Programme ontarien des candidats à l'immigration où l'investissement et les seuils de valeur nette ont été abaissés (ibid. 2019). De plus, des modifications ont été apportées dans le cadre du programme de compétences en demande, selon lequel « l'exigence de stage a été réduite » et les codes de la CNP tels que préposé aux services de soutien à la personne, ont été ajoutés afin de répondre aux besoins du marché du travail (ibid 2019).

Parallèlement à ces développements, le mouvement continue à avancer dans le secteur du développement économique autochtone avec comme exemple la création de l'Anishnawbe Business Professional Association. Le but de ce groupe est « de fournir, appuyer et défendre les intérêts des entrepreneurs et des entreprises du Nord de l'Ontario » (CBC News 2019).

Sur ce, dans des communautés telles que Sioux Lookout, il y a eu des investissements accélérés qui ont contribué davantage à la croissance et à la prospérité du Nord de l'Ontario

Finalement, l'Institut des politiques du Nord aimerait reconnaître les personnes suivantes pour leur contribution à cette recherche :

DJ Grewal, ancienne analyste de données

Curtis McKnight, ancien stagiaire de la SGFPNO

Christina Zefi, ancienne stagiaire de la SGFPNO

# Merci aux Commanditaires

L'état du Nord n'aurait pas été possible sans l'aide de nos commanditaires. Merci beaucoup pour votre aide.

## Commanditaires du panel



**Timmins Chamber of Commerce**  
**Chambre de commerce de Timmins**

## Commanditaires des tables de discussions



## Commanditaires technologique



## **Vous, moi et nos 780 000 voisins : Comment le Nord ontarien peut continuer de travailler pour un avenir prospère et durable?**

En 2017, l'Institut des politiques du Nord (IPN) organisait son tout premier congrès d'État du Nord (EN), à Timmins (Ontario). Le thème était la « Réaction au virage démographique du Nord ontarien » et avait pour objet de rassembler des décideurs, des dirigeants communautaires, des experts et des innovateurs, afin d'explorer l'état du Nord ontarien, des points de vue économique, social et environnemental. Grâce à cette activité de partage de connaissances, les participants pouvaient prendre ce qu'ils avaient appris et participer aux discussions sur des solutions. Pendant cette activité inaugurale de deux jours, plus de 150 décideurs et dirigeants communautaires des régions du Nord ontarien ont exploré des solutions fondées sur des données probantes, afin de s'attaquer aux problèmes démographiques des collectivités du Nord, spécifiquement aux répercussions socioéconomiques de la diminution et du vieillissement de la population. En particulier, les participants ont examiné les rôles que peuvent jouer dans l'amélioration de la durabilité et de la croissance dans le Nord la migration, l'engagement envers les collectivités autochtones et la gouvernance.

Alors, il y a eu une présentation sur l'état des régions du Nord ontarien, par le chef de la direction de l'IPN, Charles Cirtwill, lequel s'est concentré sur les importants indices sociaux, environnementaux et économiques, qui permettent de mesurer la croissance; le Congrès a également accueilli trois panels et un conférencier principal, Aime Dimatteo, directeur général de FedNor. Enfin, en plus de ces échanges, le public a eu une occasion de participer à une série de tables rondes. Les réactions ont ensuite été groupées, dépersonnalisées et analysées globalement afin d'éviter d'identifier quelqu'un. Ces résultats aident à éclairer le programme de recherche de l'IPN, lequel dépend de la participation des résidents du Nord ontarien. Pareil processus nous aide à offrir des solutions politiques pertinentes et en temps opportun.

Ci-dessous se trouvent les panels, ainsi que les points importants de chaque thème. Les questions ont été posées aux tables de l'auditoire, après chaque conférencier/panel.



## Projets pilotes locaux pour l'immigration

Afin d'atténuer les tendances démographiques des régions du Nord de l'Ontario (p. ex. la population vieillissante), l'IPN a souligné le fait que deux actions s'imposent. La première est la hausse de la participation autochtone à la population active; la seconde est à propos de l'attraction et de la conservation de nouveaux arrivants (immigrants et migrants secondaires). Certes, si nous supposons le plein emploi de la population existante et prévue, y compris les peuples autochtones, le Nord ontarien a tout de même besoin de milliers de nouveaux venus annuellement. Naturellement, nous pouvons nous demander ceci : « Alors, comment y parvenir? » Afin de répondre à cette question, notre premier panel s'est concentré sur des expériences pilotes réussies en matière d'immigration et que nous pourrions envisager reproduire ici. Les panélistes étaient les suivants :

- Suzanne Ley, directrice exécutive des services ministériels, Commission de la fonction publique de la Nouvelle-Écosse - Projet pilote d'immigration de la Nouvelle-Écosse et d'immigration de l'Atlantique.<sup>1</sup>
- Monika Feist, chef de la direction du Success Skills Centre – Aide à l'emploi pour les professionnels et les travailleurs spécialisés immigrants.
- Ronald Labrecque, directeur général de l'Assemblée communautaire fransaskoise – Immigration de langue française.



Suzanne Ley



Monika Feist



Ronald Labrecque

Compte tenu des présentations de ces panélistes, trois questions ont été posées au public lors des discussions en table ronde. Ci-dessous se trouvent les éléments saillants des réponses à chaque question.

### Question 1 : Quelles leçons, tirées de l'expérience des panélistes, peuvent servir au Nord ontarien?

- Le Nord ontarien a besoin de contrôler au niveau régional un programme des candidats de la province (PCP), conçu spécifiquement pour répondre aux besoins du Nord ontarien.
- Le Nord de l'Ontario pourrait en apprendre du Success Skills Centre, du Manitoba, à propos des lacunes de nos services existants d'établissement.
- Les programmes du Canada atlantique et de la Saskatchewan sont des programmes ciblés (pilotes respectivement par les employeurs et axés sur les langues). En Ontario, les programmes sont plus généraux. Les programmes ciblés semblent avantageux.

<sup>1</sup> Au moment de la conférence, Suzanne travaillait au bureau de l'immigration de la Nouvelle-Écosse.

## Question 2 : Si vous imaginiez le programme pilote parfait pour l'immigration, de quoi aurait-il l'air dans le Nord ontarien? Le cas échéant, quels sont les obstacles à la réalisation d'un tel programme dans le Nord ontarien?

- Le « parfait » programme pilote pour l'immigration est conçu comme programme régional, exclusivement pour le Nord ontarien. Le programme vise les immigrants, afin qu'ils correspondent aux besoins du marché du Nord ontarien; il est plus solide lors de l'évaluation avant l'immigration (par exemple, il prévoit des visites dans divers pays et l'approche de certains groupes); il prévoit une période d'essai pour les immigrants, afin de tester leur vie potentielle; il comprend un certain nombre de services d'établissements et d'accueil, afin d'aider le migrant et sa famille; enfin, il offre des services d'emploi, en vue d'aider le conjoint ou la conjointe à trouver un emploi valorisant.
- Compte tenu de ces nombreuses voix et points de vue conflictuels, beaucoup d'organismes doivent parler d'une même voix pour le Nord ontarien. De plus, des collectivités plus petites devraient s'associer avec des collectivités plus grandes, afin de voir comment elles peuvent s'aider mutuellement. Les universités et collèges devraient aussi participer, car ils attirent un certain nombre d'étudiants étrangers;
- Il faut promouvoir et commercialiser positivement le Nord ontarien, en montrant plus que le style de vie en plein air : coût inférieur de la vie; commodité des carrefours urbains; esprit communautaire; vie sociale animée. .
- Les obstacles fréquents, signalés pendant les discussions en table ronde étaient les suivantes : manque de collaboration entre les collectivités et les divers organismes; difficulté de transférer les titres de compétence étrangers des professionnels immigrants; manque de réseaux culturels et de diversité culturelle ce qui rend difficile pour les immigrants de se sentir les bienvenus; manque d'infrastructure et de couverture Internet; manque de ressources financières.
- Un programme d'immigration pourrait être conçu pour attirer des personnes sous-employées ainsi que divers francophones de la province et du pays; diverses opportunités seraient alors soulignées ainsi que les fortes collectivités francophones dans le Nord ontarien.

---

### Mesure importante à prendre

Afin d'attirer et de conserver adéquatement des nouveaux venus dans le Nord ontarien, des étapes de base doivent être franchies, notamment réduire le nombre des vases clos et comprendre les besoins uniques du marché du travail des collectivités du Nord, afin de combler les lacunes par une approche ciblée.

---

## Question 3 : Quel rôle joue le plan communautaire élargi dans le soutien des efforts déployés pour l'immigration? Société civile? Personnes? Secteur privé?

- Chaque groupe a pour responsabilité de promouvoir le Nord ontarien et les diverses opportunités existantes. En outre, toutes les parties ont pour responsabilité de bien accueillir les immigrants. Cela pourrait comprendre des collectivités qui organisent des activités hebdomadaires; des bénévoles qui accueillent des familles immigrantes, afin de leur montrer les lieux; des activités d'accueil, organisées par le secteur privé, et ce, pour les nouveaux migrants, les familles et l'entreprise; de la formation assurée par les collectivités et le secteur privé et portant sur la diversité et la culture.
- Tous les paliers gouvernementaux ont pour responsabilité de s'associer les uns avec les autres et de discuter d'un plan pour attirer des gens dans la région et pour les y conserver.
- Les Partenariats locaux en matière d'immigration, l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario, l'Association française des municipalités de l'Ontario et d'autres devraient mettre sur pied des partenariats les uns avec les autres, afin d'avoir une voix commune pour les divers groupes qu'ils représentent et en vue d'harmoniser les efforts en immigration dans le Nord ontarien.



## Se développer ensemble dans notre économie commune

Lors d'une enquête nationale, en 2014, réalisée par le Conseil canadien pour le commerce autochtone (CCCA), la majorité des propriétaires autochtones de petites entreprises ont déclaré que les partenariats entre les entreprises autochtones et non autochtones, les collectivités et fournisseurs locaux sont des facteurs déterminants dans la réussite de leur propre entreprise (CCAB/CCCA 2015, 9). Certes, les avantages économiques et sociaux de ces partenariats jouent un rôle précieux dans la croissance des collectivités autochtones et non autochtones du Nord ontarien. Par conséquent, l'IPN a rassemblé les experts suivants, afin de discuter de la façon de favoriser ces relations.



Dawn Madahbee Leach

- Dawn Madahbee Leach, directeur général de la Waubetek Business Development Corporation – Contribution des peuples autochtones au développement régional.
- David Abbott, directeur des relations communautaires et autochtones chez Bruce Power - Entreprise autochtone: un paysage en évolution <sup>2</sup>

Comme antérieurement, trois questions ont été posées à l'auditoire.

### Question 1 : Quels sont les obstacles au développement de partenariats entre les collectivités autochtones et non autochtones?

- Des malentendus au sujet des uns et des autres, en raison du manque de connaissances et de confiance. La crainte du rejet dans les deux camps, ce qui se traduit par des hésitations.
- Les problèmes géographiques – des collectivités autochtones éloignées sont isolées. De plus, le manque d'infrastructures nuit à la mise sur pied de partenariats.
- Le manque de consentement.
- Le manque de possibilités de collaboration entre les collectivités autochtones et non autochtones.
- Le manque d'organismes de développement économique.
- La continuité politique dans les collectivités autochtones.



David Abbott

### Question 2 : Quel est le rôle du secteur privé dans cette discussion? Comment pouvons-nous encourager le secteur privé à soutenir des projets favorisant des résultats positifs pour les collectivités autochtones et non autochtones?

- Le rôle du secteur privé est d'éduquer son personnel à propos de l'histoire et de la culture autochtones – cela devrait être obligatoire tout comme la formation pour la santé et la sécurité.
- Le secteur privé peut fournir son expertise, par l'entremise de partenariats. Ceux-ci peuvent être pour des services, du partage de connaissances, du mentorat et de l'assistance. Ils peuvent aussi apporter aux collectivités autochtones voisines du soutien et des possibilités de développement.
- Le secteur privé peut aider à encourager la création d'un plus grand nombre de réserves urbaines dans le Nord ontarien.

### Question 3 : Comment de nouvelles administrations régionales pourraient-elles contribuer à la croissance de l'économie commune?

- Créer un caucus du Nord ontarien, servant à refléter le Nord.
- Les administrations régionales pourraient faciliter la coopération, en veillant à ce que les collectivités soient représentées à la table; en rappelant aux partenaires leur obligation de consulter; en rappelant aux groupes, les priorités autochtones et non autochtones; en facilitant aussi le partage des revenus et l'accès au financement.
- Partage des revenus des ressources gouvernementales.

<sup>2</sup> Au moment de la conférence, David travaillait pour le CCCA.

---

## Mesure importante à prendre

De concert avec une plus grande sensibilisation et une compréhension accrue des cultures, problèmes et priorités parmi les collectivités autochtones et non autochtones, le renforcement de la relation doit être la première étape de tout projet, afin d'assurer non seulement la durabilité, mais aussi une réconciliation authentique. Spécifiquement, cela comprend la consultation pendant un projet; veiller à ce que les partenariats soient équitablement rentables; hausser la représentation dans les structures régionales de la gouvernance; concevoir des infrastructures adéquates; acheter des produits locaux.

---

## Délégation de pouvoirs vers le Nord ontarien

La bonne gouvernance est la clé de la réussite économique (MacKinnon 2016, 5). Sur un territoire aussi grand que le Nord ontarien et qui a des besoins économiques et sociaux différents, une structure de gouvernance durable et solide est essentielle à la croissance des collectivités. Évidemment, en raison de ces différences, est-ce que les décisions devraient être davantage entre les mains de ceux qui se trouvent sur le terrain? Les panélistes suivants ont exploré cette question :



David Robinson, Ph.D

- David Robinson, professeur de l'Université Laurentienne – Délégation : Obstacles et solutions réalistes pour le BBTB (Bouclier Boréal et les terres basses)
- David MacKinnon, chercheur principal de l'IPN – Décision de délégation dans les régions du Nord.

Ci-dessous se trouvent les trois questions qui ont été posées aux membres de l'auditoire, à des fins de discussion.

### Question 1 : Dans quels domaines politiques et de prises de décisions aimeriez-vous voir davantage de pouvoirs délégués aux régions du Nord ontarien (c.-à-d. éducation, santé, etc.)?

- La prestation des services sociaux doit être uniquement déterminée par les résidents du Nord ontarien. Spécifiquement, à la suite de la délégation, il pourrait y avoir des gains de capacité et d'efficacité pour les fournisseurs de services de santé et les conseils scolaires.
- Il faut un organisme autonome axé sur les statistiques du Nord de l'Ontario, afin que soient offertes des données détaillées et des statistiques au niveau communautaire.
- Un organisme responsable de l'infrastructure du transport doit être décentralisé afin d'améliorer l'efficacité du transport dans le Nord ontarien.



David MacKinnon

### Question 2 : Quelles structures de gouvernance pourraient être efficaces dans le Nord ontarien? Y a-t-il actuellement en place des structures qui puissent servir de point de départ?

- Des organismes municipaux tels que l'Association des municipalités du Nord-Ouest de l'Ontario et la Fédération des municipalités du Nord de l'Ontario pourraient servir de bon point de départ pour la gouvernance au niveau local.
- Les fournisseurs des services sociaux tels que les Réseaux locaux d'intégration des services de santé ainsi que les Conseils d'administration de district des services sociaux pourraient servir de tremplin pour une délégation de l'offre de services de santé.
- À l'avenir, les structures de gouvernance existantes devraient travailler au sein de programmes et de cadres de travail qui sont déjà en place, aux fins de l'amélioration des normes de la gouvernance locale. Des améliorations des structures en place devraient se faire à l'aide de pratiques exemplaires du domaine de la gouvernance, provenant de l'intérieur comme de l'extérieur du Nord ontarien.

---

### Mesure importante à prendre

Les structures en place de la gouvernance dans le Nord ontarien doivent en premier lieu être améliorées. Tout au plus, des projets pilotes pourraient être lancés afin de tester si la délégation du pouvoir décisionnaire dans le Nord ontarien sera une option viable. Déléguer trop rapidement le pouvoir pourrait engendrer un conflit intercommunautaire et affaiblir la capacité financière de certaines collectivités du Nord de l'Ontario.

---

### Question 3 : Pourrait-il y avoir des conséquences négatives et/ou imprévues à la suite de la délégation d'un plus grand nombre de décisions au Nord ontarien? Comment faudrait-il s'y attaquer?

- En ce qui concerne les collectivités du Nord ontarien, un manque de ressources financières et de financement risquerait de nuire à leurs efforts pour se soutenir elles-mêmes, s'il devait y avoir délégation. Il faudrait apporter des changements aux modèles existants de financement.
- La délégation risque de causer des conflits entre les collectivités du Nord ontarien. Des collectivités plus grandes pourraient éclipser les inquiétudes de collectivités plus petites.
- En cas de délégation, il faudrait que ce soit d'abord de petits projets pilotes, afin de tester la qualité du fonctionnement. Procéder trop rapidement pour réaliser la délégation pourrait avoir l'effet inverse que celui qui est prévu.

## Conclusion

Tous ont un rôle important à jouer dans le futur du Nord ontarien : qu'il s'agisse d'associés autochtones ou non autochtones d'un projet commercial local; d'une famille qui organise un repas pour accueillir de nouveaux arrivants dans son village; d'un dirigeant communautaire qui se sert de données municipales afin de prendre de meilleures décisions. Certes, conformément à ce qu'ont compris les participants au premier congrès d'EN, ces pratiques et d'autres peuvent avoir des effets sur la croissance économique et sociale de nos collectivités du Nord. Quant à l'IPN, il continuera d'obtenir et de communiquer des données probantes liées à ces pratiques exemplaires, afin que nous puissions non seulement signaler des possibilités politiques, mais aussi apporter une contribution à un Nord ontarien durable.



## Références

- Conseil canadien pour le commerce autochtone. 2015. « Relationships and Reciprocity: Exploring Aboriginal Business ». En partenariat avec Environics Research. Toronto. Accessible à l'adresse suivante : <https://www.ccab.com/wp-content/uploads/2016/08/CCAB-ABR-Report-FINAL.pdf>.
- Gouvernement de l'Ontario. « 2019 Mises à jour du Programme ontarien des candidats à l'immigration ». Mise à jour du 19 août 2019. Accessible à l'adresse suivante : <https://www.ontario.ca/fr/page/2019-mises-jour-du-programme-ontarien-des-candidats-limmigration>.
- Gouvernement du Canada. « Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord : Au sujet du Programme pilote ». Modification du 14 juin 2019. Accessible à l'adresse suivante : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/immigrer-canada/programme-pilote-immigration-rurale-nord/au-sujet-de.html>.
- Gouvernement du Canada. « Sudbury choisie comme communauté francophone accueillante ». Modification du 24 mai 2019. Accessible à l'adresse suivante : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/2019/05/sudbury-choisie-comme-communaute-francophone-accueillante.html>.
- MacKinnon, David. 2016. « Gouvernance dans le Nord ontarien : Prendre l'avenir en charge ». Institut des politiques du Nord : Bureau régional de Thunder Bay. Accessible à l'adresse suivante : [https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/publications/commentaries-new/mackinnon2\\_governance-in-northern-ontari.pdf](https://www.northernpolicy.ca/upload/documents/publications/commentaries-new/mackinnon2_governance-in-northern-ontari.pdf).
- « New association to be voice, advocate for First Nations business in northern Ontario ». CBC News. Date de la dernière révision : le 1ermars 2019. Accessible à l'adresse suivante : <https://www.cbc.ca/news/canada/thunder-bay/anishnawbe-business-association-1.5038917>.



## À propos de l'Institut des politiques du Nord :

*L'Institut des politiques du Nord est le groupe de réflexion indépendant de l'Ontario. Nous effectuons de la recherche, accumulons et diffusons des preuves, trouvons des opportunités en matière de politiques, afin de favoriser la croissance et la durabilité des collectivités du Nord. Nous avons des bureaux à Thunder Bay et Sudbury. Nous cherchons à améliorer les capacités du Nord ontarien de prendre l'initiative en politiques socioéconomiques qui ont des répercussions sur l'ensemble du Nord ontarien, de l'Ontario et du Canada.*

## Recherche connexe

**La série : Attirer au Nord**

Christina Zefi

**Révolution ou décentralisation?:  
comment le nord de l'Ontario  
devrait-il être gouverné**

Dr. David Robinson

**Endroits pour la croissance :  
Pratiques exemplaires du  
développement économique  
régional communautaire dans le  
Nord ontarien**

Jamie McIntyre

Pour vous tenir au fait ou pour participer, veuillez communiquer avec nous :

1 (807) 343-8956

[info@northernpolicy.ca](mailto:info@northernpolicy.ca)

[www.northernpolicy.ca/fr](http://www.northernpolicy.ca/fr)



**NORTHERN**  
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES  
**DU NORD**